



Ansprache von
Bundesrätin Micheline Calmy-Rey
Vorsteherin des Eidgenössischen Departements für
auswärtige Angelegenheiten

Anlässlich
der Jahreskonferenz der Entwicklungszusammenarbeit
Basel
Freitag, den 20. August 2010

Seul le texte prononcé fait foi !
Es gilt das gesprochene Wort

**Excellences,
Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux,
Mesdames et Messieurs les Conseillers aux Etats,
Mesdames et Messieurs,**

Des êtres humains souffrent de la faim à travers le monde. Les images d'enfants décharnés nous laissent un sentiment d'impuissance car nous n'avons pas de solution convaincante à apporter à ce fléau.

82 pays sont plongés dans la pauvreté et, parallèlement, n'ont pas de denrées alimentaires en quantité suffisante. Actuellement, c'est à l'exemple tragique du Pakistan que nous sommes confrontés. A moins qu'une mobilisation internationale sans précédent ne se mette en place pour fournir davantage de nourriture et d'eau potable salubre, ce pays s'apprête à vivre une crise alimentaire. Les dramatiques inondations concernent près de 20 millions de personnes et un cinquième du pays, soit une surface correspondant à celle de l'Italie. Des millions de personnes ont quitté leur village et vivent dans des camps de fortune. Les dommages à l'infrastructure et à l'agriculture sont considérables.

L'aide d'urgence de la DDC a distribué de l'eau potable, de la nourriture, du matériel pour construire des abris pour 24'000 personnes environ. Les contributions en faveur des organisations internationales ont été augmentées. Jusqu'ici, l'Aide humanitaire a engagé 4,5 millions de francs. Des mesures dans le domaine de la reconstruction ont été initiées.

Les victimes des inondations ont perdu les moyens d'assurer leur subsistance. Les terres cultivables, le bétail, les semences, les installations d'irrigation, les maigres économies: tout a été emporté par les flots. Les problèmes auxquels les personnes touchées par la catastrophe au Pakistan sont confrontées illustrent de manière ô combien dramatique les questions dont nous discutons ensemble aujourd'hui.

Nous avons dans nos contrées profusion de vivres alors que, dans de nombreux pays, ils font défaut à l'extrême. Ce fossé soulève un défi majeur dans la perspective d'un développement durable à l'échelle planétaire. Contrairement aux attentes de la FAO, la situation ne s'est pas améliorée ces

dernières années. Il y a deux ans, une envolée des prix des denrées alimentaires de base a débouché sur une crise alimentaire.

- Comment les gens se nourrissent-ils et comment se nourriront-ils demain?
- Quelles sont les initiatives susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire?
- Comment le commerce des produits alimentaires peut-il réduire la pauvreté?
- Quel rôle jouent les organisations de développement, les grandes agences multilatérales, les entreprises du secteur privé et les organisations de la société civile?

C'est à ces questions que la conférence de la DDC et du SECO entend répondre cette année.

«La faim n'est pas une fatalité». L'appel lancé publiquement voilà déjà 30 ans est toujours d'actualité tant pour les producteurs que pour les consommateurs, tant pour le monde économique que pour le monde politique. Aujourd'hui, plus d'un milliard d'individus souffrent de la faim. Le défi se pose à la fois au niveau local, national, régional et mondial.

Il y a deux ans, des «émeutes de la faim» ont éclaté dans certains pays : en Haïti, au Mexique ou en Egypte, par exemple, car les personnes démunies ne pouvaient plus s'offrir de maïs, de blé ou de riz.

Du fait de la crise économique mondiale, la question pourtant pressante de la sécurité alimentaire a une nouvelle fois été reléguée à l'arrière-plan. Puis, le monde entier a eu droit à la deuxième récolte la plus exceptionnelle de tous les temps. Ensuite, la question est de nouveau retombée dans l'oubli.

A l'automne dernier, le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui s'est tenu à Rome dressait un constat accablant : aucun des problèmes ayant conduit à la crise alimentaire n'a disparu. De l'avis des experts, ce XXI^e siècle sera placé sous le signe de la faim.

La faim a plusieurs origines et présente des dimensions aussi bien locales qu'internationales.

Dans les pays les plus pauvres, l'agriculture et, en particulier, la production de denrées alimentaires de base ont stagné voire régressé ces dernières années. Les gouvernements nationaux mais aussi les institutions financières internationales et les agences de développement n'avaient pas pris suffisamment de mesures pour résoudre rapidement les problèmes rencontrés par l'agriculture paysanne : droits d'exploitation des terres non garantis, méthodes de culture peu efficaces, accès au marché insuffisant.

Les guerres et les conflits armés ont eu de lourdes conséquences sur la sécurité alimentaire. Au Darfour par exemple, des millions de personnes ont été déplacées sur leur propre territoire ou contraintes de se réfugier dans des pays voisins. Lorsque la sécurité alimentaire fait défaut, les conflits politiques et sociaux se multiplient.

Dans 40 ans, les pays en développement abriteront 85% de la population mondiale. Dans les pays industrialisés, une personne sur quatre aura plus de 65 ans contre une sur sept dans les pays en développement. Toujours à l'horizon 2050, plus de 70% de la population mondiale vivra dans des mégapoles, à tout le moins dans des régions urbaines. Selon toute vraisemblance, la dépendance des pays en développement à l'égard des importations de denrées alimentaires va s'intensifier. Haïti en est un exemple flagrant puisqu'elle consacre d'ores et déjà 80% de la totalité des devises à l'achat de céréales.

La faim résulte également d'une disparité des revenus. La population pauvre ne peut être à l'origine d'une demande élevée. Par une politique de prix fixes ou de subventions, le gouvernement peut influencer sur l'offre et la demande et, partant, renforcer la production locale de denrées alimentaires et l'approvisionnement au plan national. Des mesures gouvernementales telles que des prix agricoles faibles et des subventions des prix pour la population urbaine peuvent cependant creuser le fossé entre ville et campagne.

75% des pauvres de la planète vivent principalement dans des régions rurales. Ils sont tributaires des ressources naturelles pour vivre et il leur est souvent difficile d'échapper aux aléas tels que les sécheresses ou les inondations, les mauvaises récoltes, les pénuries d'eau et les maladies. Les bouleversements climatiques touchent de plein fouet ces groupes de population. Ils ne peuvent en surmonter les conséquences que s'ils ont les moyens technologiques leur

permettant de maintenir le niveau de production agricole, s'ils ont un pouvoir d'achat suffisant pour acheter des denrées alimentaires, s'ils peuvent également exploiter d'autres sources de revenus.

Les investissements réalisés dans l'alimentaire sont par ailleurs à visée spéculative. Les contrats à terme sur les cours céréaliers sont devenus, depuis un certain temps, des instruments de placement tout à fait ordinaires. D'où la possibilité de voir des marchés financiers volatiles accroître le renchérissement des denrées alimentaires.

La volatilité des marchés financiers internationaux a conduit ces dernières années des investisseurs privés et des gouvernements à acquérir ou à louer des millions d'hectares de surface agricole utile, par exemple en Afrique, pour pouvoir garantir l'offre en produits alimentaires, en matières premières et en biocarburants.

Une plus grande prospérité entraîne de nouvelles habitudes de consommation.

La hausse de la consommation de produits d'origine animale joue sur la production de denrées alimentaires. A l'heure actuelle, déjà 35% de la production mondiale de céréales sont destinés à l'alimentation du bétail.

Dans les décennies à venir, toutes ces causes accentueront encore les dépendances mutuelles entre les pays.

Les ressources environnementales étant limitées, nourrir de manière satisfaisante les 6,7 milliards d'habitants qui peuplent aujourd'hui la planète et dont le nombre atteindra vraisemblablement 9 à 10 milliards d'ici à 2050, demeure une tâche herculéenne.

Meine Damen und Herren

Welche Lösungsansätze?

Die Preisexplosion der Grundnahrungsmittel hat den politischen Stellenwert der Ernährungssicherheit stark erhöht. Sowohl für die Regierungen der Entwicklungsländer wie auch für die internationale Staatengemeinschaft. Wie selten zuvor betonen die offiziellen Erklärungen: eine zentrale Rolle kann und muss die kleinbäuerliche Landwirtschaft spielen, um die Armut grosser

Bevölkerungsgruppen sowie um gravierende Umweltprobleme zu verringern und damit die Ernährungssicherheit zu verbessern. Die Politik muss ein förderliches Umfeld für landwirtschaftliche Innovationen schaffen.

Die von der Weltbank und FAO vor 2 Jahren einberufene Expertengruppe kommt im Weltlandwirtschaftsbericht zum Schluss: "Business as usual" ist keine Option. Die Experten plädieren für eine multifunktionelle Landwirtschaft. In deren Mittelpunkt stehen die kleinbäuerlichen Haushalte, um den Hunger zu verringern, die ländlichen Lebensverhältnisse zu verbessern und eine ökologisch, sozial und wirtschaftlich nachhaltige Entwicklung voranzubringen. Die lokale Bevölkerung und deren Wissen sind gebührend einzubeziehen. Es darf nicht über deren Köpfe hinweg gehandelt werden. Diese Orientierung ist auch wegen dem enormen Druck wichtig, den der Klimawandel geschaffen hat, zusätzliche Mittel für Anpassungsmassnahmen einzusetzen.

Die mit der "grünen Revolution" verbundenen Erwartungen, die Ernährungsprobleme mit einem Produktivitätsschub zu lösen, erhalten mit der "grünen Gentechnik" eine neue Auflage. Gentechnisch verändertes Saatgut hat sicherlich ein hohes Potenzial. Nach wie vor bestehen aber auch erhebliche Bedenken hinsichtlich der langfristigen ökologischen und sozialen Auswirkungen. Es muss nach wie vor erwiesen werden, dass die Gentechnik unstrittige Handlungsziele besser erreichen kann als andere Mittel. Zu den unstrittigen Zielen gehören:

- die Quantität und Qualität der menschlichen Ernährung;**
- die Förderung der menschlichen Gesundheit;**
- die Achtung der Menschenwürde;**
- die Erhaltung einer überlebensfähigen Biosphäre;**
- der Schutz der biologischen Vielfalt.**

Eine stark wachsende Weltbevölkerung, die Auswirkungen des Klimawandels und die Angleichung der Ernährungsmuster in Schwellenländern an die landintensiven Ernährungsgewohnheiten der reichen Länder bilden für die Politik zur Ernährungssicherung neue Herausforderungen. Die Ressourcen wie zum Beispiel fossile Energien, fruchtbare Böden und Wasser werden knapper.

Die Probleme der Ernährungsunsicherheit müssen vor diesem Horizont von aufkommenden Knappheiten gelöst werden. Die alte Frage "wie ist Fortschritt

möglich?" stellt sich in aller Schärfe. Wie ist Fortschritt möglich, der die Grenzen der Naturressourcen berücksichtigt und nachhaltiges Wachstum ermöglicht? Wie können die Industrieländer, aber auch die Mehrzahl der Entwicklungsländer CO2 arme und ressourcenleichte Entwicklungspfade einschlagen, damit bis Mitte Jahrhundert die Treibhausgasemissionen pro Kopf weltweit ein Niveau von 1.5 Tonnen nicht überschreiten? Wie ist eine nachhaltige Ressourcennutzung auf einem global verträglichen Niveau möglich?

Die Instabilität der internationalen Finanzmärkte, der Klimawandel, scheiternde Staaten, grenzüberschreitende Epidemien: alle diese Risiken haben rasch weltweite Auswirkungen und überfordern die Handlungsmöglichkeiten einzelner Staaten. Sie können eine global vernetzte Welt destabilisieren. Sie beeinflussen die Entwicklungsperspektiven armer Länder in einem massiven Ausmass.

Wir alle brauchen Ideen, die über den Tageshorizont hinausführen. Nicht nur um die Probleme von Hunger und Armut zu bewältigen. Wir brauchen eine Vielfalt an Lösungsansätzen, die dem Prinzip der Fairness genügen:

- Ansätze, die gegenüber nachkommenden Generationen fair sind;
- Lösungen, die gegenüber der Umwelt fair sind; und
- Politiken, die gegenüber den Ansprüchen und den Rechten armer Länder fair sind.

Meine Damen und Herren

Was tut die Schweiz?

Die Schweiz investiert jährlich rund 200 Mio. CHF in den Bereichen Landwirtschaft und Ernährungssicherheit. Sie gehört damit nebst Frankreich und Finnland zu jenen Geberländern mit dem grössten Anteil. Sie macht diese Investition aus solidarischen Motiven. Aber auch in der Sorge um die internationale Stabilität und in der Verantwortung für heutige und künftige Generationen.

Ich möchte ein paar Beispiele nennen:

Unsere Entwicklungszusammenarbeit unterstützt die Eigenanstrengungen armer Länder, Nahrungsengpässe langfristig zu beseitigen. Dazu gehören

- verbesserte Anbaumethoden;
- neuartiges Saatgut und Bewässerungstechniken;
- aber auch moderne Managementmethoden, die Förderung von Qualitätsbewusstsein und die Anwendung internationaler Normen in der Produktion.

Dazu gehört zudem

- die Unterstützung von Landreformen;
- die juristische Unterstützung für Bauern;
- der Aufbau von Bauernorganisationen, die ihre Rechte geltend machen und in der Ausgestaltung der nationalen Agrarpolitiken gebührend mitwirken.

Mit diesen Massnahmen hat die Entwicklungszusammenarbeit des Bundes Hunderttausenden von Bauernfamilien eine verbesserte Existenz ermöglicht.

Die Schweiz unterstützt des weiteren die Eigenanstrengungen in verschiedenen Ländern, eine Wirtschaft auszubauen, die sich auf die Landwirtschaft abstützt und Armut vermindern hilft. Dazu gehören Massnahmen wie:

- der Auf- und Ausbau der ländlichen Infrastruktur;
- die Stärkung der individuellen und kollektiven Nutzungsrechte und der Institutionen vor allem im ländlichen Raum;
- die private Lagerhaltung;
- die Forschung und Beratung;
- die ländlichen Finanzsysteme; und
- eine Verknüpfung von Produktions- und Gouvernanz-orientierten Programmen.

Dazu gehören

- Marktorientierte Mechanismen wie Einkommens-Versicherungen bei Ernteaussfällen wegen Dürre oder Überflutung;
- die Anwendung von Qualitäts- sowie Umwelt- und Sozialstandards;
- ein vereinfachter Zutritt für Produkte aus den ärmsten Entwicklungsländern zum Schweizer Markt: weder Zölle noch Quotenregelungen, sondern Zollvergünstigungen;

- die Unterstützung von Exportunternehmen in Entwicklungsländern für eine verbesserte Qualität der Produkte.

Die Entwicklungszusammenarbeit des Bundes unterstützt internationale Forschungszentren und beteiligt sich an den multilateralen Anstrengungen für eine verbesserte Ernährungssicherheit.

Die humanitäre Hilfe des Bundes leistet wichtige Beiträge in der Nahrungsmittelhilfe. Sie hilft Flüchtlingen und Vertriebenen, die in Krisensituationen für ihr Überleben auf Nahrung angewiesen sind. Die humanitären Interventionen retten Leben, reduzieren die Kindersterblichkeit und körperliche sowie mentale Langzeiteffekte von Unterernährung. Die humanitäre Hilfe des Bundes unterstützt keine Exporte von Nahrungsmitteln aus der Schweiz. In Katastrophen ermöglicht sie den Kauf von Nahrungsmitteln und Saatgut in der jeweiligen Region. Sie liefert Nahrungsmittel aus der Region und unterstützt die angemessene Lagerung.

Meine Damen und Herren

Ich benutze die Gelegenheit und möchte zum Schluss noch ein paar Ausführungen über "Hunger und Menschenrechte" machen.

Ernährungssicherheit ist ein Thema der Menschenrechte. Das Recht auf Nahrung ist ein angeborenes und unveräusserliches Menschenrecht. Mit dem Artikel 11 des Internationalen Pakts über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte (dem so genannten Sozialpakt) wurde es vor mehr als 45 Jahren zu einem festen Bestandteil des internationalen Völkerrechts. Für die rund 160 Staaten, die den Sozialpakt ratifiziert haben, wurde das Recht auf angemessene Nahrung zu einem verbindlichen Menschenrecht.

Das Recht auf Nahrung gewährleisten: dies ist zunächst eine nationale Aufgabe. Die internationalen Rahmenbedingungen beeinflussen die Fähigkeit nationaler Regierungen, dieses Recht umzusetzen. Das Recht auf Nahrung bleibt deshalb für alle Akteure, d.h. für die betroffenen Nationalstaaten, Drittstaaten, für multinationale Konzerne wie für die zivilgesellschaftlichen Organisationen eine besondere Herausforderung.

Eine Entwicklungszusammenarbeit, die sich an den Menschenrechten orientiert, richtet ihren Fokus in der Ernährungssicherung auf die besonders Benachteiligten. Gegenüber diesen Gruppen ist ein Staat rechenschaftspflichtig. Es ist darum wichtig, dass die Mechanismen zur Überprüfung staatlichen Handelns stark verbessert werden.

Die Millennium Entwicklungsziele zur Armutsbekämpfung sollen bis 2015 erreicht werden. Viele Länder sind nicht "on track". In einem Monat wird die internationale Staatengemeinschaft – im Rahmen der UN-Konferenz zu den Millenniums-Entwicklungszielen die gemeinsame Verantwortung für die Erreichung der Ziele bis 2015 bekräftigen. Die Industrieländer sind erneut gefordert, die Rahmenbedingungen für ein nachhaltiges und breitenwirksames Wachstum so zu gestalten, damit die Investitionen in ländliche Entwicklung, Bildungs- und Gesundheitssysteme, Umwelt, eine möglichst grosse Wirkung entfalten.

In einer globalisierten Welt ist die internationale Zusammenarbeit zentral. Das zeigen die Finanz-, Klima-, Migrations- oder die Nahrungskrise. Armutsbekämpfung und Ernährungssicherheit sind gemeinsame Aufgaben der Industrie- und Entwicklungsländer, mit unterschiedlicher Verantwortung. Für eine soziale und ökologisch nachhaltige Entwicklung der Landwirtschaft sind innovative technische, politische und wirtschaftliche Lösungen nötig. Immer mehr zeichnet sich ab, dass jene Länder die Nase vorn haben, die ihre Wirtschaft und Gesellschaft früh genug klimaschonend und ressourcenleicht gestalten. Auch in der Entwicklungspolitik müssen Bildung, Innovation und Wissenspartnerschaften stärkeres Gewicht erhalten.

Ziele zu setzen ist das eine. Sie mit geeigneten Schritten zu erreichen, bleibt die Herausforderung.

In diesem Sinne wünsche ich Ihnen eine ergiebige Konferenz und danke für Ihre Aufmerksamkeit.